

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source



Pour travailler, vivre et  
lutter au pays

## FETE REGIONALE DE LA JEUNESSE EN LUTTE

Organisée par la Jeunesse communiste  
marxiste léniniste de France

**DIMANCHE 30 OCTOBRE  
SAINT-BRIEUC**

Paris XIII<sup>e</sup>

# Un couple de travailleurs occupe un logement vide



*Pour la première fois et depuis longtemps, et grâce à leur détermination et au soutien des habitants du quartier, Pauline et Pierre ont trouvé un logement convenable.*

Pierre et Pauline ont occupé avec le soutien de la Confédération nationale des locataires (CNL) du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un appartement dans un immeuble vide au 87, avenue d'Ivry. Ils n'ont rien de «squatters» ni de «hippies», traits sous lesquels la grande presse présente souvent tels occupants. Ce sont des travailleurs comme beaucoup d'autres. Pauline fait des ménages ; Pierre a été veilleur de nuit, réduit au

chômage, puis a retrouvé récemment un emploi comme manœuvre au centre SNCF Masséna d'Ivry. Ils ont décidé d'accepter la proposition de la CNL et d'occuper un logement vide parce qu'ils n'avaient pas d'autre solution. Ils ont refusé de rester dans une remise, véritable taudis sans fenêtre où ils payaient 600 F par mois de loyer sans quittance. Ils ont refusé d'être ballottés d'hôtel en hôtel et de devoir se cacher pour faire la cuisine dans leur chambre.

Par contre, ils ont bien l'intention de régulariser leur situation dans le logement occupé, et notamment de payer un loyer conforme à leurs possibilités. Leur action s'est faite avec le soutien de la population, des nombreuses associations du quartier et avec l'accord de la dernière locataire qui restait dans l'immeuble. Dans le quartier cette action a redonné confiance à de nombreux travailleurs écœurés par les disputes des politiciens «de gauche».

C'est que cette occupation fait entendre la voix des travailleurs et renoue avec d'anciennes traditions de lutte des locataires.

Voilà une trentaine d'années les occupations ont été nombreuses dans le 13<sup>e</sup> arrondissement et à l'époque, André Marty, député et communiste authentique, était à la tête des habitants. Aujourd'hui, alors que le nombre de mal-logés augmente, que les expulsions se multiplient tout ce que propose le PCF aux travailleurs, c'est de téléphoner aux élus qui donneront un petit secours et marqueront un nom de plus sur une longue liste. Pierre, Pauline et la CNL locale ont répondu à leur manière qui est celle des travailleurs. Ils ont choisi une voie certes difficile mais la seule efficace, celle de la lutte. Nous appelons nos lecteurs et amis à populariser et soutenir cette occupation et à participer samedi 29 à la fête organisée sur les lieux mêmes à 17 h pour élargir le soutien.

## ● Afrique du Sud LA COLERE GRANDIT

La répression se poursuit en Afrique du Sud. C'est le seul langage que connaissent les racistes face au mouvement de libération des patriotes africains. Une répression qui frappe désormais des milieux de plus en plus larges que Prétoria avait quelque peu ménagé jusqu'ici. Sept prêtres noirs de Johannesburg, ont ainsi été arrêtés pour «manifestation illégale». 12 patriotes ont été arrêtés et l'un d'eux est blessé par balles ou cours d'une manifestation à Queenstown. 14 autres arrestations ont eu lieu près d'East-London.

Au même moment, s'ouvre à Bloemfontein le procès de Winnie Mandela, femme du leader de l'ANC (Congrès national africain) emprisonné à vie au bagne de Robben Island. Elle est accusée de sept violations de l'ordre d'assignation à résidence dont elle est victime et qui l'a déportée à 300 kilomètres de l'endroit où elle vivait et travaillait. Quatre femmes blanches, accusées de lui avoir rendu visite illégalement, ont déjà été condamnées à des peines de prison ferme pour avoir refusé de témoigner contre elle à ce procès.

La colère grandit dans les bidonvilles africains à l'annonce du résultat de l'autopsie du patriote Steve Biko, mort en prison le 12 septembre dernier. La version officielle était qu'il avait succombé des suites d'une grève de la faim. Mais la colère suscitée par cette mort a été telle que Vorster a dû accepter une commission d'enquête et l'autopsie. Steve Biko est bel et bien mort assassiné en prison ; il a succombé à un traumatisme crânien dû à des blessures au crâne, vient de révéler la commission.

Moins d'une semaine après avoir prétendu interdire toute expression de l'opposition noire, le gouvernement raciste vient d'annoncer une prochaine augmentation des charges des habitants des bidonvilles massés autour de la région de Johannesburg.

(Suite page 2)

### Editorial

## Le soutien à Klaus Croissant doit se faire sur une base claire

Ce meeting, organisé à l'initiative du Comité pour la libération de Klaus Croissant, a montré l'ampleur du soutien : la salle de la Mutualité était pleine à craquer. L'avocat Klaus Croissant est, rappelons-le, considéré comme un terroriste par le gouvernement allemand, du fait qu'il a voulu faire son métier et défendre ses clients même s'ils s'appelaient Baader. Venu chercher en France l'asile politique, la seule réponse du gouvernement français a été de l'emprisonner. Il faut donc empêcher son extradition et exiger sa libération immédiate.

Il faut aussi dénoncer l'amalgame que certains de ses «défenseurs» veulent faire entre le soutien à Klaus Croissant et le soutien à l'égard de la bande à Baader. C'est faire le jeu même du gouvernement allemand qui est spécialiste de ce genre d'amalgame au point que tout avocat de terroristes devient aussitôt pour lui un «avocat terroriste». C'est aussi vouloir se servir de Klaus Croissant comme prétexte pour semer parmi quelques révoltés des idées contraires aux intérêts du peuple et de la révolution. La salle l'a bien senti en s'opposant tout au long du meeting à une poignée d'excités venus pour scander le nom de Baader. Ils se sont même heurtés au service d'ordre en essayant d'investir la tribune.

Les organisateurs ont alors déclaré intolérables une telle attitude, le meeting se trouvant déjà sous la menace de fascistes rassemblés à l'extérieur. A chacune des interventions provocatrices de cette bande se réclamant des «groupes autonomes» la salle a scandé «Liberté pour Klaus Croissant». Le seul des orateurs qui n'en a pas tenu compte a été Guérin, vieux cheval anarchiste de retour. Il a déclaré très nettement qu'il considérait Baader comme un révolutionnaire et ne s'est pas montré hostile par principe aux méthodes que celui-ci préconisait à condition «qu'elles ne soient pas trop en avant du centre du mouvement». Il a ainsi voulu mettre à profit l'écœurement que suscite la répression bourgeoise pour tenter de faire quelques adeptes. Bien sûr, de telles tentatives sont vouées à l'échec, l'anarchisme étant depuis longtemps discredité et sans avenir dans notre pays. Il faut néanmoins les combattre car ils pourraient sinon, semer chez certains la confusion, notamment sur la nature de la bande à Baader. Oui, il faut soutenir Klaus Croissant contre la répression de la bourgeoisie allemande et de notre propre gouvernement. C'est là la base de son soutien. Par contre, la bande à Baader n'a rien à voir avec la classe ouvrière dont elle a d'ailleurs un mépris profond et il faut dénoncer impitoyablement ses buts comme contraires aux intérêts du prolétariat.



## Voleurs en jugement

Deux procès de voleurs se déroulent actuellement à Montpellier : un représentant de commerce, Pierre Bardieux, 31 ans, doit passer jeudi et vendredi devant les assises de l'Hérault.

Dans la nuit du 21 au 22 décembre 1976, Bardieux violait et tuait une femme de 51 ans, Madame Paula Smerit. Un mois plutôt, Bardieux avait violé une jeune femme de dix-sept ans.

A Evreux, la cour d'assises a condamné Lionel Courcier à trente ans de réclusion. Celui-ci rendait visite à des pensionnaires d'un centre de malades mentaux légers à Thibouville (Eure) en se faisant passer pour un médecin de la Sécurité sociale. Il s'isolait avec les jeunes filles et les «auscultait».

Le 6 septembre 1976, il avait reconnu à un arrêt de car l'une des pensionnaires du centre qu'il prit dans sa voiture. Puis il «abusait» d'elle.

Le juge n'a finalement retenu que le délit de «tentative de viol».

## Destruction massive de choux-fleurs

Plus de deux millions de choux-fleurs ont été détruits en Bretagne depuis le début de la campagne d'automne pour maintenir les cours.

D'ici la fin octobre, les cultivateurs prévoient une production de vingt millions de choux-fleurs alors qu'en 1975, une bonne année, la récolte avait été de 13 millions de tonnes. Le printemps frais et l'automne doux sont les causes de cette surproduction disent les responsables syndicaux.

En réalité, il n'y a pas surproduction. Ce qui motive la destruction des deux millions de choux-fleurs, c'est le prix dérisoire qu'on offre aux producteurs. Alors qu'il est vendu 2,5 à 3 F pièce au consommateur, les négociants les ont achetés 70 centimes aux producteurs. Il en découle pour ceux-ci une perte de 30 à 40 centimes par rapport au prix de revient.

A Châteaurenard (Bouches du Rhône), cinquante tonnes de choux-fleurs ont été jetées mardi dernier dans la décharge publique. Elles avaient été retirées du marché quelques minutes auparavant, «pour assainir les cours» ; les choux-fleurs étaient vendus à 30 centimes le kilo,

## Racistes et police en accusation

A Nanterre, se déroule le procès de deux jeunes racistes qui ont assassiné d'un coup de carabine Mohamed Rassa le 16 mars 1975, dans l'escalier d'un immeuble à Vanves (92). Au tribunal, malgré ses dénégations l'assassin Rocher est accusé par les témoins d'avoir avant l'assassinat fait des «pressions» racistes intolérables sur la victime. C'est ce qu'a affirmé la concierge de l'immeuble. Tous les habitants ont entendu des menaces de mort proférées contre M. Rassa par Rocher et ses complices.

Les mobiles racistes semblent donc bien établis. La partie civile, a déclaré qu'elle désirait obtenir des précisions sur l'attitude très passive de la police.

En effet, les flics se sont déplacés trois fois en 19 jours à la demande de M. Rassa qui s'était d'autre part, rendu par deux fois au commissariat. Une première fois, pour porter plainte, une seconde fois pour faire constater les coups qu'il avait reçus de Rocher et de ses complices. Enfin 6 mois avant sa mort, M. Rassa avait adressé une plainte contresignée par tous les locataires au procureur de la République. En vain, jamais Rocher et ses complices n'ont été inquiétés d'aucune façon par la police.

## Bruay-en-Artois

### Les parents de Brigitte veulent la réouverture du dossier

Les parents de Brigitte Dewaevre, assassinée à Bruay en Artois ont tenu une conférence de presse mardi à Lyon. Ils sont décidés à faire rouvrir le dossier de l'assassinat de leur fille. Ils s'insurgent contre les objections de forme qui sont opposées à leur demande de réouverture du dossier. «Nous attendons depuis 16 mois que la cour de cassation se prononce sur l'arrêt de la cour de Douai concernant l'incompétence des juges de Bruay en la matière» ont-ils déclaré.

Ils demandent que l'enquête soit reprise par le juge Pascal au point où celui-ci l'a laissée lors de son désaisissement.

En outre les parents de Brigitte se sont déclarés scandalisés par l'importance de l'indemnité (400 000F) attribuée globalement aux époux Leroy en dédommagement de leur détention préventive décidée par le juge Pascal.

Cette indemnité constitue un véritable scandale que le juge Pascal a d'ailleurs dénoncé : «cette décision me fait penser à Jean Pierre. Jean Pierre ne sera pas indemnisé : il a laissé passer le délai pour demander à l'être. Pourtant ce jeune garçon incarcéré alors qu'on le savait innocent et qui par la même ordonnance que celle qui a accordé le non lieu aux époux Leroy a subi 2 ans et 3 mois de détention injustifiée avant que le tribunal ne l'acquitte au bénéfice du doute.»

## Afrique du Sud

# La colère grandit

Les ouvriers africains, surexploités, se voient ainsi annoncer que désormais près de 25 % de leur salaire sera absorbé par le loyer de leurs misérables et insalubres baraques. Déjà, en mai dernier, c'est l'annonce d'une hausse brutale de 80 % des loyers qui avait été à l'origine de l'insurrection de Soweto.

A l'ONU, le Conseil de sécurité siège depuis lundi sur la question de l'Afrique du Sud, à la demande de nombreux pays du tiers monde qui exigent que des sanctions efficaces soient enfin prises et appliquées contre les racistes sud-africains.

Le représentant du Congrès panafricain d'Azanie (PAC) a notamment demandé que les débats du Conseil aboutissent à l'adoption de résolutions menant à la proclamation immédiate d'un embargo total sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud, au retrait des investissements, à l'arrêt du commerce ainsi qu'à l'isolement total du régime d'apartheid dans les domai-



nes sportifs et culturels. «Ceci, a-t-il précisé, jusqu'à ce que le régime de minorité blanche soit renversé et remplacé par un régime démocratique et non raciste.» De son côté le porte-parole de la République populaire de Chine a apporté un soutien total aux patriotes africains dans leur lutte de libération. Il a éga-

lement dénoncé, à cette occasion le rôle des deux superpuissances sur le continent africain en ces termes :

«La poignée de racistes qui se cramponnent à l'Afrique australe, ont été en mesure d'agir comme ils l'ont fait parce que les superpuissances les ont aidés et encouragés. L'une de ces superpuissances aide les racistes à propager la thèse fallacieuse de l'évolution pacifique pour préserver ses intérêts en Afrique australe, tandis que l'autre, prétextant d'aider les mouvements de libération nationale, s'efforce de semer la dissension parmi les pays africains afin d'obtenir le contrôle de la région.»

28 OCTOBRE - MARSEILLE - 20 h 30

CONFERENCE SUR LA CHINE  
Par Alain BOUC

Salle St-Georges - 127, Avenue de la Corse  
Organisée par le Comité des Amitiés franco-chinoises de la Joliette - 13002

## Equateur

Le massacre des ouvriers en grève de la sucrerie Aztra qui eut lieu la semaine dernière a entraîné de nombreuses manifestations. Mardi, les ouvriers de trois sucreries se sont mis en grève et il y eut de nombreuses manifestations avec les étudiants qui se joignirent aux travailleurs.

Près de quinze mille ouvriers des sucreries dans les provinces de Guayas et Monterrey se sont mis en grève illimitée pour exiger du gouvernement la punition des responsables de la tuerie (120 ouvriers tués), ainsi qu'une augmentation des salaires.

L'Etat responsable de ce massacre reste ferme sur ses positions et se défend en attaquant les ouvriers grévistes. Il rejette la responsabilité sur «l'attitude irresponsable des dirigeants d'extrême-gauche». Il a ajouté que le gouvernement «maintiendra l'ordre, la paix, la justice et le respect des droits de

l'homme.»

Le gouvernement cautionne et justifie le massacre qu'il a organisé et montre qu'il est prêt à agir encore de la même manière si les ouvriers ne se décident pas à cesser leurs luttes. Cette campagne d'intimidation n'a pas l'effet escompté et les luttes s'amplifient au contraire.

Dans la nuit, nous avons appris que les ouvriers, paysans, toute une population armée contrôlait le petit village de la Troncal située près de la sucrerie «Aztra». Ils ont fait face à la police venue les déloger. Cette dernière fut mise en déroute par les manifestants armés.

## Espagne

Mardi, fut signé à Moncloa, siège de la présidence, l'accord économique conclu le vendredi précédent. Étaient présents Suarez, le président du gouvernement espagnol et tous les dirigeants des partis politiques de l'opposition à savoir ceux du PCE,

du PSOE, etc. Le but de cet accord qui sera soumis au Parlement est de stopper en deux ans la crise économique qui touche l'Espagne. Parmi les mesures prises, il y a le blocage de l'augmentation des salaires à 22 % (cette année l'inflation fut de 30 %) le droit pour les patrons de licencier 5 % de leur personnel.

Carillo, secrétaire général du Parti révisionniste a expliqué qu'il était «l'un des promoteurs» du protocole d'accord et a déclaré qu'il s'agissait d'un «compromis historique à l'espagnole où toutes les forces parlementaires avaient pris les engagements».

Le PCE fut donc à l'avant-garde de la trahison des intérêts des travailleurs espagnols qui voient leur niveau de vie baisser et le nombre de chômeurs augmenter, tout cela était légalisé avec l'accord du PCE.

## Chine

Teng Siao-ping, vice-premier ministre chinois, a formellement condamné le terrorisme comme étant anti-révolutionnaire et antimarxiste-léniniste, mercredi au cours d'une interview accordée à des directeurs de journaux français en visite en Chine populaire.

Interrogé sur les détournements d'avions et la récente affaire Schleyer, Teng Siao-ping a été catégorique dans sa réponse : «Nous condamnons formellement depuis toujours le terrorisme et ce genre d'opérations. Toutes ces actions coupées des masses n'ont rien à voir avec le marxis-

me-léninisme. Ce n'est pas cela la révolution.»

## USA

La grève des dockers des ports de la côte-est des USA, déclenchée le premier octobre dernier, se poursuit toujours après l'échec des négociations entamées avec les sociétés de transports maritimes. Les grévistes revendiquent essentiellement la garantie de leur emploi, menacé par l'automatisation de la manutention du fret.

La grève massivement suivie commence à toucher également l'économie américaine.

## RFA

Alors que la chasse aux sorcières se poursuit : en trois jours, 450 000 personnes et 470 000 véhicules furent contrôlés, la répression se mène aussi dans le domaine artistique. En Bavière, à Würzburg, «L'Honneur perdu de Katharina Blum», pièce qui dénonce les méfaits de la presse et de la justice allemande, fut retirée de l'affiche. La direction du théâtre a fait savoir qu'elle sera jouée plus tard «dans un climat plus serein».

## Egypte

Le gouvernement égyptien a décidé de suspendre pendant dix ans le remboursement des dettes militaires à l'URSS à partir du 1er janvier 1978. L'Égypte montre aussi son désir d'indépendance face à l'URSS qui lui avait promis d'assurer le ravitaillement militaire, promesse que l'URSS n'a pas tenue, faisant ainsi le jeu d'Israël.

### DES LIVRES A LIRE, A ETUDIER A UTILISER...

Études l'économie politique	
Tome I : le capitalisme	22,00 F
L'imperialisme aujourd'hui	19,00 F
Sur le matérialisme dialectique	20,00 F
Economie rurale en Chine	18,00 F

Livres traduits du chinois et édités par  
E 100 (EDITIONS DU CENTENAIRE)

24, rue Philippe de Girard  
75010 - Paris

En vente dans toutes les bonnes librairies  
et notamment

Les Herbes sauvages La Force du livre  
(75020 - Paris) (69001 - Lyon)



## Le milliard du PCF

# Un milliard pour pédaler dans le vide

Descente des chefs dans chaque région, 25 000 réunions ouvertes, numéro spécial de « L'Humanité-dimanche », porte à porte, un milliard pour financer le tout : telle est la nouvelle campagne d'explication du PCF.

« Nouvelle campagne », c'est vraiment beaucoup dire. Car il n'y a rien de nouveau dans le contenu de ce qui sera expliqué, car par ailleurs, cette campagne est déjà commencée.

### C'EST BIEN MAL PARTI !

Elle est déjà commencée avec les réunions ouvertes organisées un peu partout. Or, à ce jour, c'est le fiasco, le four !

Prenons deux exemples extraits de notre correspondance.

« Il y a quelques jours, de grands bandeaux sont apparus sur les murs de la ZUP, écrit un lecteur de Metz. Ils appelaient à un grand débat public organisé par les cellules du PCF à propos de l'actualisation du Programme commun. Le jour du meeting arrive, et une foule nombreuse s'y précipita : 17 personnes, dont trois camarades marxistes-léninistes et une douzaine de militants du PCF... 17 personnes sur un quartier de 20 à 30 000 personnes ».

« Ils viennent de publier

un nouveau journal « A l'école de notre ville » (journal d'information édité par les élus communistes de Brest) », nous écrit un autre lecteur. Cette feuille annonçait une semaine de rencontres des élus PCF avec les travailleurs. Samedi 15, c'était dans la ZUP de Bellevue, un quartier qui a connu une urbanisation démentielle. Une rencontre était prévue à 18 h, à l'entrée d'un supermarché. A 18 h 5 arrive une voiture, avec sono et les élus. Une douzaine de personnes dont 7 ou 8 élus se rassemblent devant le supermarché. Ils bavardent entre eux et à 18 h 10, ils foutent le camp ! Les travailleurs sont restés sourds à leur appel ! »

C'est parce que cette « grande campagne » est à ce jour un échec que les dirigeants du PCF ont décidé de lui donner un nouvel éclat. Mais il ne suffit pas de placer un milliard dans une campagne publicitaire pour mobiliser les militants et convaincre les gens ! Il faut avoir une perspective à leur proposer !

### ON FAIT CE QU'ON PEUT !

Au lendemain de la rupture de l'Union de la gauche, certains travailleurs ont pu croire que Marchais se reprenait, que le PCF ne se laissait pas faire, qu'il reprenait une ligne dure face au PS dont on sait bien que c'est un parti bourgeois.

Mais très vite, ces illusions sont tombées. Le Comité central du PCF a déclaré qu'il avait fait la maximum de concessions au PS et qu'il ne pouvait pas aller plus loin (à ce moment-là tout au moins). Et surtout, il a précisé qu'il ne pouvait offrir aucune autre alternative aux travailleurs que ce même Programme commun, cette même alliance avec le PS. C'est ce qui s'appelle l'impasse.

Nous disons bien ne pouvait et non pas ne voulait pas. On parle beaucoup de ce que veut Marchais, de ce que veut le PCF. En réalité, les chefs du PCF essaient plutôt de voir ce qu'ils peuvent faire pour sortir de l'impasse. Pendant ce temps, les militants de base du PCF et les travailleurs réfléchissent. Ils veulent qu'on leur ouvre une perspective. Certains se disent même de plus en plus ouvertement que cette perspective ce n'est pas le Programme commun, actualisé ou non.

On comprend bien que dans ces conditions ils ne sont pas très chauds pour aller écouter les chefs qui ressassent les mêmes incantations : le PS a viré à droite, il faut un bon programme, etc. On comprend bien aussi que le Comité central du PCF s'inquiète.

Aujourd'hui, le PCF lance un milliard pour redire ce qu'il n'arrête pas de redire depuis des semaines. Un milliard pour radoter, ça fait cher !

### UN PAS DE PLUS ?

Toutefois, cette campagne peut marquer aussi un fait nouveau. Hier Mitterrand et Fabre faisaient des déclarations qui laissaient entendre qu'ils pourraient bien aller aux législatives sans le PCF. Ils dressent même les listes de leurs candidats (ce qui ne va pas sans problèmes, soit dit au passage). Le PCF lui n'en est pas encore là. Officiellement, il ne s'intéresse aux élections qu'en janvier... Toutefois, il doit bien tenir compte de ce que font les deux partis de gauche et ce que lance aujourd'hui le PCF ressemblant fort à sa propre campagne électorale. Dans ce sens, la campagne du milliard du PCF pourrait bien marquer un pas de plus dans la désunion de la gauche.

\* Nous en profitons pour appeler une fois de plus nos lecteurs à nous téléphoner ou nous écrire le plus souvent possible.

Plus que jamais, il est nécessaire de discuter avec les militants de base et sympathisants du PCF, d'intervenir dans leurs réunions publiques, expliquer ce que nous proposons. Les révolutionnaires sont partout à l'offensive.

Une plaquette portant sur l'incendie raciste du foyer du la rue de Sedaine à Paris a été réalisée avec les résidents. Cette plaquette de soutien qui sera en vente au prix minimum de 2 F est disponible à partir de jeudi : passez vos commandes à l'Humanité rouge ou venez les chercher.

## Quand le PCF rend hommage aux colonialismes

La semaine dernière Sanguedolce - maire PCF de St Etienne - a inauguré la rue des « Anciens combattants d'Algérie ». Cela se passait à Terrenoire, un grand quartier stéphanois, où vivent de nombreux Algériens (surtout dans le quartier voisin de Maugara) !

Sanguedolce a déclaré : « cette cérémonie prend une profonde signification, car elle nous rappelle que des centaines de milliers de jeunes, dont plus de trente mille ne sont pas revenus, ont été engagés dans le drame algérien. »

Puis soutenant l'association des Anciens Combattants d'Algérie (ACA), il a ajouté :

« L'A.C.A. a bien des raisons à mes yeux de faire respecter les droits de ces membres et de réclamer la carte du combattant pour tous. Et dans ce domaine, elle doit être assurée de l'appui total de la municipalité ».

Tout comme Giscard, il rend hommage à la sale guerre coloniale d'Algérie.

Invités par la municipalité révisionniste, certains enseignants ont refusé de se rendre à la cérémonie. Par contre Laforie (PS, adjoint au maire et instituteur à l'école de Maugara) s'y pavait avec son écharpe tricolore.



Sanguedolce coupant le ruban tricolore de la rue des Anciens combattants d'Algérie.

## Rassemblement national du 6 novembre

# «OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

## A travers quelques salles...

La salle «Sémar», située près de la salle «Octobre 17» abritera le thème fondamental pour nous : «classe contre classe». Six thèmes principaux y seront traités, sur la base de la ligne générale exprimée par les marxistes-léninistes à l'occasion de leur Conférence nationale ouvrière, il y a bientôt un an : l'agitation-propagande des marxistes-léninistes dans les entreprises, le travail dans la CGT, le travail dans la CFDT, unité des ouvriers français et immigrés, l'unité des ouvriers et des paysans, la solidarité ouvrière populaire par l'intermédiaire des Comités de soutien.

Dans le cadre de ces thèmes, de multiples luttes, expériences, témoignages viendront illustrer le combat «Classe contre classe» : luttes de classe à Orléans, à la SIDEM du Puy, dans le bâtiment à La Réunion, la Schywn dans le Nord ; luttes des Sonacotra et des nettoyeurs du métro, et bien d'autres encore.

Le stand de «La Fau-cille» se tiendra dans cette salle, et avec lui un exemple d'unité ouvriers paysans lors de la lutte d'Or-lac-Gilca à Vienne, des actions d'ouvriers agricoles en Bretagne, une lutte foncière dans le Bocage or-nais, la différenciation des couches paysannes dans une région de Normandie...

Lors des «temps forts» à 16 h et à 19 h, différents camarades ouvriers prendront la parole pour illustrer tel ou tel aspect de «classe contre classe».

Autre salle importante, la salle «François Marty» sur le thème «Édifier le parti marxiste-léniniste», située au sous-sol, tout près de la salle «Lénine».

Une exposition d'une centaine d'affiches centrales et locales de 1964 à 1977 retracera les grandes étapes du combat des marxistes-léninistes dans notre pays. C'est bien peu au regard de la richesse de nos archives... mais suffisant pour évoquer le

passé. Des militants feront les «guides» pour apporter faits, explications, informations sur le passé. Les camarades ont prévu d'autres apports : les biographies des camarades François Marty et Jacques Jurquet qui jouèrent un rôle décisif dans la création du mouvement marxiste-léniniste en France, dès 1963, le témoignage oral d'anciens militants du PCF... Un montage diapos récapitulatif des événements importants de notre histoire occupera les deux «temps forts» à 13 h 30 et à 16 h 30.

Toujours au sous-sol, avant la grande salle Lénine, les jeunes des quatre coins de la France pourront rencontrer les jeunes marxistes-léninistes au «point de rencontre» de leur organisation : la JC MLF.

Tout près encore, des stands sur le nucléaire et la pollution, les femmes et la Corse... (l'article de demain sera consacré au théâtre).



60 millions pour décembre

## 12 ans de presse révolutionnaire (2)

Le numéro 83 de «L'Humanité nouvelle» annonçait la création du Parti communiste marxiste-léniniste de France, fondé à Puyricard le 30 décembre 1967, il y a bientôt dix ans.

xiste-léniniste de France, fondé à Puyricard le 30 décembre 1967, il y a bientôt dix ans.

## L'Humanité nouvelle

PROGAMMAIRE DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

GRANDE VICTOIRE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE !

## Vive le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France

A la veille de ce dixième anniversaire nous pouvons voir que la presse marxiste-léniniste a grandi, qu'elle s'est développée. Ce fut toujours grâce aux contributions de nos amis et lecteurs :

rédaction, diffusion et financement.

Aujourd'hui pour que vive notre presse révolutionnaire, il nous faut 60 millions avant la fin de l'année.



# 15 JOURS DE GREVE DES TRAMINOTS DE TOULOUSE

## Ils ont gagné !

Depuis une quinzaine de jours un millier de conducteurs d'autobus de la compagnie des transports toulousains sont en grève.

Cette grève a été déclenchée après la rupture par la direction de l'accord social qui prévoyait 12 % d'augmentation au 1er janvier 1978. Par ailleurs, les travailleurs réclament des créations d'emploi et le non-démantèlement. Dans cette lutte les conducteurs de bus trouvent en face d'eux le pouvoir de tutelle qui réunit les élus locaux : Baudis (républicain indépendant) Raymond et Eskouté du PS. C'est le PS qui récemment, dans un tract, invoquait les déficits du budget municipal, et la nécessaire rentabilisation des transports pour justifier l'intransigeance face aux grévistes.

Le PCF en profite, lui pour faire des discours sur la nationalisation des transports en rivalité avec le PS.

Le vendredi 21 octobre, une quinzaine de bus sur les quatre cents sortent du dépôt sous la protection des

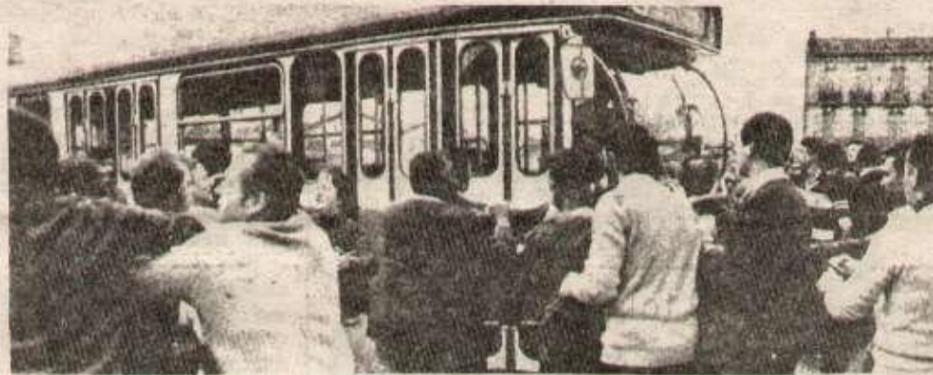
flics. Cette opération a été préparée par les hommes de main de la majorité, les conducteurs qui reprenaient ce jour là avaient en poche un tract du RPR dénonçant les « manipulations gauchistes ».

L'après midi les grévistes manifestaient en ville jusqu'à la préfecture, tandis que la sono criait victoire sur une simple promesse de négociation. Les traminots tentent d'investir les bus conduits par les jaunes ; des délégués CGT s'interposent violemment pour empêcher les grévistes.

Samedi 22, nouveaux incidents qui mettent aux prises les grévistes et un service d'ordre syndical qui s'emploie à protéger les jaunes (voir photo).

Samedi FO appelait à la reprise du travail tandis que les grévistes votaient la poursuite de la grève.

Mercredi matin, les traminots ont obtenu satisfaction avec 12,28 % d'augmentation globale.



### ● Cruas-Meyse (Ardèche)

## Succès de la manifestation du 23 octobre

La manifestation de dimanche 23 octobre contre les travaux de la centrale de Cruas-Meyse a été un plein succès. Accueil et service d'ordre étaient assurés par le Comité de défense de Meyse et les paysans de Cruas et Meyse et il n'y eut aucun incident.

Un tract du Parti communiste marxiste-léniniste de France a été diffusé lors de cette marche ; un camarade est intervenu au nom de la cellule Lucette Olivier, en exprimant le soutien du parti à la lutte et sa participation active en se conformant aux décisions du comité de défense. Le camarade indiqua que telle devait être l'attitude de tous les partis et dénonça sur ce point l'attitude hégémoniste du PCF.

Cette intervention fut bien comprise ; un membre du comité écologique en fit la remarque au camarade : « Tu avais bien raison à l'assemblée générale ; je n'aurais pas cru le PCF comme ça et même le PS... »

Il faut dire qu'une tentative de récupération du PS, en la personne de Chapuis membre du comité directeur de ce parti venu par ailleurs annoncer sa candidature aux législatives à Privas (Ardèche) s'est soldée ce diman-



Les gardes mobiles et les vigiles protègent les travaux

che par un échec : Chapuis dut quitter le café où il tenait sa conférence de presse sous l'hostilité grandissante.

Trois opposants à la

construction de la centrale ont entamé dimanche une grève de la faim dans l'église de Meyse. La lutte ne manquera pas de connaître de nouveaux développements.

Extrait du tract de la cellule Lucette Olivier du PCMLF concernant le PCF :

« Alors que la lutte, à notre avis, doit être menée par les habitants, les gens directement concernés, les dirigeants du PCF ne se sont pas privés de vouloir à tout prix imposer leurs points de vue à la réunion de préparation du rassemblement.

« Voici les positions du PCF :

— Pas d'accord pour un rassemblement sur le site, sinon on n'y participe pas.

— Pas d'accord pour que les gens du mouvement s'expriment librement dans le cortège.

« De toute façon, ces messieurs ne seraient pas venus, un stage devant avoir lieu le dimanche même et « qu'il fallait savoir faire le choix ».

### ● restaurants NMPP

## LA COLERE MONTE

Depuis plusieurs mois des revendications sont déposées et discutées, mais refusées par le comité d'entreprise. C'est ainsi qu'aujourd'hui le mécontentement monte parmi le personnel des restaurants des NMPP.

Les travailleurs des cantines NMPP ne bénéficieront pas des avantages de leurs collègues du livre. Avec un salaire de 2 300 F pour 45 heures hebdomadaires de travail, ils n'ont pas le droit au 13e mois. Ils n'ont qu'une semaine de congés d'hiver.

Devant le refus du comité d'entreprise d'aboutir à leurs revendications, la section CGT des restaurants NMPP a diffusé un tract

dans lequel elle demande :

- deuxième semaine de congés d'hiver.
- 13 e mois intégral pour tous.
- diminution du temps de travail (40 heures).

Elle précise : « Notre section syndicale ne reproche pas aux travailleurs des NMPP ce qu'ils ont arraché de haute lutte au patronat, mais les militants CGT qui animent le comité d'entreprise ont mauvaise grâce de refuser aux salariés qu'ils emploient ce qu'ils ont jugé juste pour les travailleurs qu'ils défendent. »

En effet, les arguments des représentants CGT au comité d'entreprise se résument ainsi : le personnel des restaurants bénéficie de sa

propre convention et il faut choisir c'est l'une ou l'autre ! Mais les militants CGT de la cantine leur répondent que c'est un faux prétexte. Il n'y a pas de convention collective, ce personnel est régi par le droit commun, et il semble tout à fait naturel que les travailleurs revendiquent pour que dans le même établissement les avantages soient identiques pour tous !

Alors voilà ! pour les futurs gestionnaires CGT, on divise les travailleurs d'un même établissement avec des conventions différentes !

Ils peuvent vanter « les réalisations sociales » du CE,

### Paris XIIIe UN COUPLES DE TRAVAILLEURS OCCUPE UN LOGEMENT VIDE

Depuis des années le 13e arrondissement ancien quartier populaire est en proie à une rénovation effrénée. Résultat : 8 000 mal-logés alors qu'il y a au moins 6 000 logements vides parce que trop chers. Pierre et Pauline ont donc pensé qu'ils avaient le bon droit pour eux en occupant une de ces logements. Nous leur avons posé ainsi qu'à un militant de la CNL quelques questions sur l'occupation.

HR : Dans quelle condition habitez-vous avant de venir ici ?

— Après avoir été d'hôtel en hôtel on a trouvé une remise au fond d'une cour, sans eau chaude, sans confort, un lit bancal qui tenait sur des bidons : 600 F par mois de la main à la main et sans quittance. Quelques jours après, qu'on ait exigé de payer par mandat pour avoir un reçu, en revenant d'une course, on a retrouvé toutes nos affaires démenagées dans des sacs à ordures ; le propriétaire nous a mis à la porte pour éviter de donner une quittance.

HR : Comment l'occupation a-t-elle été décidée ?

— Pauline et Pierre étaient en contact avec nous à la CNL du 13e. Nous nous sommes dits : que faire ? Et nous leur avons proposé d'occuper un logement dans un immeuble en bon état où plus d'une trentaine de logements sont vides depuis trois ans. Une société privée d'HLM « Le logement français » veut y construire une tour. On a fait une campagne d'explication dans le quartier et on a obtenu l'accord de Mme X, 85 ans, dernière habitante de l'immeuble qui a toujours refusé de partir.

HR : Quel soutien avez-vous rencontré ?

— Il y a eu un grand courant de sympathie dans le quartier quand on a fait des panneaux sur le marché avec des pétitions et une collecte. Les gens du quartier ont trouvé ça formidable. Ils ont vu dans cette lutte une espérance face aux magouilles électorales actuelles. Beaucoup sont venus visiter les logements, donner leur nom et adresse ; plusieurs familles voudraient occuper elles aussi pour mieux se loger. De nombreuses associations du 13e nous soutiennent également : UL CFDT, 13e en lutte, Confédération syndicale du cadre de vie, Art et Culture, la JOC, des groupes femmes. C'est dans le but d'élargir ce soutien que nous organisons une fête samedi à 17 h sur les lieux mêmes.

mais faudrait-il encore qu'elles ne s'effectuent pas au détriment du personnel employé par le CE !

N'avons-nous pas entendu cette belle parole à la veille des élections des délégués : « Les résultats sont probants... Il faut que la CGT soit partout et puisse œuvrer pour tous ! »

Un travailleur des NMPP

## INNOMMABLE !

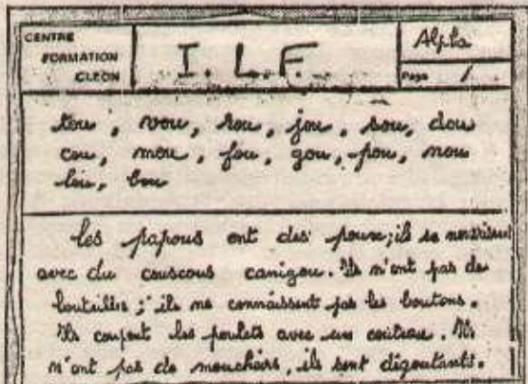


On en connaît quand même qui ont du trouver le temps long.

Ça vaut

### BOUDOU BADABOU

Le texte qui suit n'est pas issu de la cervelle enténébrée d'un poète lettriste, mais d'une fiche pédagogique du centre de formation des usines Renault, à Cléon, destinée à l'instruction de Noirs et autres Arabes besogneux de l'entreprise pilote, nationalisée et premier exportateur français. Un modèle de délit : xénophobe et raciste :



Vous avez au-dessus l'illustration parfaite de l'intérêt que porte la bourgeoisie aux immigrés.

C'est en effet "un modèle" qui sert à alphabétiser les immigrés dans l'entreprise modèle nationalisée et tout le reste : ça se passe à Renault-Cléon. Incitation au racisme, certainement pas.

A-t-on jamais vu un tel cynisme ? Qu'attend le gouvernement pour interdire de telles choses ? Il existe pourtant une loi contre le racisme, mais voilà, ce sont les immigrés que l'on accuse de racisme et que l'on fout dehors.